

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du vendredi 22 novembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 4
Nombres de votants : 21
Votes pour : 21
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : jeudi 31 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0264

Relative à la mise en œuvre d'un plan d'actions négocié visant à la professionnalisation des acteurs des branches professionnelles dont les activités sont liées au tourisme – EDEC Mayotte 2024-2027

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI, Madame Farianti MDALLAH

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Elyassir MANROUFOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Farianti M'DALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- Vu** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2024_0019 du mardi 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental et du STM ;

Considérant le rapport n°2024-02367 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la Commission Education, Formation et Insertion en date du 05 novembre 2024 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : de cofinancer aux cotés de l'Etat, AKTO, et l'AADTM, la mise en œuvre d'un plan d'actions négocié visant à la professionnalisation des acteurs des branches professionnelles dont les activités sont liées au tourisme, à hauteur de **150 000€** (cent cinquante mille euros), comme prévu dans l'accord-cadre EDEC – Mayotte 2024-2027 ;

Financeurs EDEC	Montants
Etat	190 000€
Conseil Départemental	150 000€
AKTO	190 000€
AADTM	40 000€

Article 2 : de verser cette somme à l'opérateur de compétences AKTO, organisme relais mandaté pour la bonne mise en œuvre des Actions de Développement de l'Emploi et des Compétences ;

Article 3 : d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits formation inscrits au **chapitre 65** du Budget du Conseil Départemental ;

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Article 5 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département ;

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



Accord-cadre
Portant sur l'Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC)
et la professionnalisation des acteurs des branches professionnelles dont les activités sont liées au
tourisme

Mayotte 2024-2027

Entre

L'État, représenté par le préfet de Mayotte, lui-même représenté par le Directeur de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Mayotte, Monsieur Michel-Henri MATTERA,

Le Conseil Départemental de Mayotte, représenté par le Président Ben Issa OUSSENI,

L'opérateur de compétences AKTO, représenté par son Directeur Régional Monsieur El-Yamine ZAKOUANA

Et le bénéficiaire, organisme relais mandaté pour la bonne mise en œuvre des Actions de Développement de l'Emploi et des Compétences (ADEC), (dénomination sociale): AGENCE D'ATTRACTIVITE ET DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE MAYOTTE (AADTM)

Forme juridique : Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Adresse : RUE DE LA POMPE, 97600 MAMOUDZOU

Représenté par : Monsieur Michel MADI en sa qualité de Directeur,

Code APE : 79.90Z N°SIRET : 50071183300011

Vu le règlement (UE) n°651 / 2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides incompatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le règlement 2023/2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis* ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA. 111722 relatif aux aides à la formation pour la période 2024-2026 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA. 111727 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2024-2026 ;

Vu le régime exempté de notification SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ;

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

Vu les articles L. 5121-3 et D. 5121-4 à D. 5121-13 du code du travail relatifs à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;

Vu les articles L. 5121-1 et L.5121-2 et D. 5121-1 à D. 5121-3 du code du travail relatif aux engagements de développement de l'emploi et des compétences ;

Vu l'instruction ministérielle n° DGEFP/MADEC/2022/43 du 28 janvier 2022 relative aux engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC), abrogeant la circulaire DGEFP n°2011/12 du 1er avril 2011 relative à la démarche d'appui aux mutations économiques modifiée par l'instruction DGEFP/MADE/2016/66 du 8 mars 2016 ;

Vu l'instruction DGEFP/MADEC/2020/90 du 4 juin 2020 relative à la mise en œuvre de la prestation conseil en ressources humaines pour les TPE/PME ;

Vu le Plan du gouvernement de novembre 2021 Destination France : Plan de reconquête et de transformation du tourisme ;

Vu le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation de Mayotte (SRDEII) de mars 2019 ;

Vu le Contrat de Convergence et de Transformation de Mayotte (CCT) 2024-2027 ;

Vu le Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles de Mayotte (CPRDFOP) 2023-2027 ;

Vu le Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs de Mayotte (SRDTL) de mai 2019 ;

Vu le décret du 14 février 2024 portant nomination de Monsieur François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-SG-DEETS-0215 du 17 février 2024 portant la délégation de signature à Monsieur Michel-Henri MATTERA, directeur de l'économie, de l'emploi et des solidarités de Mayotte ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du XX / XX / 2024 ;

Vu la présentation du projet au Conseil d'administration d'AKTO le XX XXXX 2024 ;

Vu la demande de subvention de l'AADTM le XXXXXX ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Contexte

Département français depuis 2011, Mayotte présente de nombreux indicateurs socio-économiques hors normes par rapport au reste du territoire national.

Ainsi, Mayotte est le département français qui présente le plus fort taux de pauvreté en France (77% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté contre 14,3% en France en 2020), le taux de chômage le plus élevé de France (30% contre 7,2% en France), le taux d'emploi le plus faible de France (30% contre 73% en France).

En outre, jusqu'en 2021, plus de la moitié des emplois se trouvaient dans le secteur public et les administrations. À moyen terme, seul l'emploi dans le secteur privé permettra d'offrir des débouchés professionnels à la jeunesse présente sur place.

Par ailleurs, le territoire de Mayotte doit faire face à des évolutions très marquées de son développement économique. À titre d'exemple, plus d'un milliard d'euros de crédits publics seront investis sur 4 ans pour développer la commande publique, essentiellement dans le BTP (construction d'infrastructures pour assurer le développement du territoire, type écoles, routes, deuxième site de l'hôpital...).

Cependant le manque d'attractivité du territoire est particulièrement criant ; il touche tant le secteur privé que le secteur public. L'image anxiogène qui est renvoyée par les médias vient obérer les recrutements potentiels et par là-même aggraver les tensions de recrutement.

À cela viennent s'ajouter de nombreux facteurs sources de difficultés supplémentaires : divergence croissante entre le SMIC national et le SMIC applicable à Mayotte ; régime spécifique de protection sociale peu favorable ; difficultés à attirer et à conserver les talents avec un turn-over important en particulier sur les postes d'encadrement.

Pour autant, Mayotte, haut lieu de la biodiversité marine, dispose d'atouts exceptionnels en matière de diversité des milieux naturels tropicaux, abritant une grande biodiversité, parmi lesquels un lagon encore préservé (2^e plus grand lagon fermé du monde), des mangroves et des forêts, des zones humides et des plages. Malgré ce potentiel, le secteur du tourisme ne contribue que marginalement à la création de la valeur ajoutée et d'emploi.

Mayotte demeure quasi-confidentielle pour les touristes : environ 56 300 arrivées touristiques en 2018 contre 155 000 en Guyane et 534 630 à La Réunion. Cela s'explique par un déficit d'infrastructures, l'insuffisance quantitative et qualitative des structures d'hébergement, le coût élevé du transport aérien ou encore l'insécurité. Jusqu'en 2007, le port de Dzaoudzi accueillait régulièrement des bateaux de croisière. Depuis, la fréquentation de la rade n'a cessé de décliner au point qu'aucun paquebot n'a fait escale à Mayotte en 2021. La fréquentation de Mayotte par les croisiéristes a cependant repris au cours de la saison 2022-2023 mais reste bien en-deçà du constaté d'avant crise. Le trafic aérien est par ailleurs cinq fois moins important que ceux de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion alors que le territoire offre des atouts touristiques qui pourraient être jugés comparables.

Au regard de cet état des lieux, le secteur du tourisme à Mayotte est bien un secteur prometteur pour le développement du territoire, tant en matière de valeur ajoutée économique que de création d'emplois. En 2024, les filières du tourisme à Mayotte représentent 415 emplois salariés privés et 1 400 équivalents emplois privés touristiques sur 3 secteurs d'activités : l'hôtellerie, la restauration, et

les loisirs.

L'essor de la filière devra également s'accompagner des compétences et des qualifications requises.

Au-delà des caractéristiques locales, ces secteurs sont marqués par d'importantes évolutions technologiques, sociétales et réglementaires, mais également par la nécessité d'engager des transitions écologiques et numériques qui affectent les besoins en compétences actuels et à venir. Parmi les principaux facteurs d'influence, on peut citer :

- Un marché du travail qui se transforme notamment avec le déploiement de pratiques liées à l'accueil, l'intégration ou le départ des salariés, la mise en place de sites de notation des entreprises, des baromètres de qualité de vie au travail... Les entreprises doivent repenser leur stratégie RH encore trop souvent statique en matière de recrutement et de fidélisation de leurs salariés, voire de mutualisation d'emplois.
- Les exigences de préservation de l'environnement qui induisent la mise en place de nouvelles pratiques de gestion éco-responsable (tri des déchets, circuits courts, préservation des ressources).
- Les nouveaux modes de commercialisation : digitalisation du marché et des offres, réservations en ligne, usage de plateformes, mais aussi de communication : nouveaux médias, marketing, e-réputation.
- L'émergence de l'intelligence artificielle (hyperpersonnalisation, automatisation), gestion des données.

Le diagnostic ci-dessous sur lequel de nombreux acteurs s'accordent, présente les menaces, opportunités, forces et faiblesses de la filière touristique :

<p>Menaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les grandes transitions numérique et écologique, la crise sociale et l'insécurité • Une pression démographique source de pression environnementale • Des difficultés de recrutement • Des difficultés à fidéliser les personnels • Une fréquentation touristique dépendante de l'accessibilité aérienne 	<p>Opportunités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La prise de conscience de l'importance du capital humain par les branches professionnelles • Une volonté économique qui nourrit de nombreux plans, accords... • La créativité des acteurs pour développer un tourisme différencié : écotourisme par opposition au tourisme de masse • Le projet d'inscription d'une partie de la barrière de corail au patrimoine mondial de l'UNESCO
<p>Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une filière fragilisée par les crises successives • Du personnel peu qualifié • Des TPE peu sensibilisées aux questions RH et RSE, aux transitions numériques et écologiques • Des actifs à conquérir et à reconquérir 	<p>Forces :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mayotte une région riche en biodiversité et à fort potentiel avec des sites uniques au monde • Un secteur en développement • Une filière volontaire • Un potentiel de clientèle via la population locale en recherche de loisirs et de tourisme interne

Article 2 : Enjeux et finalités de l'accord-cadre

Le secteur du tourisme à Mayotte est confronté à des défis majeurs, tels que la sécurisation, le maintien et le développement de l'emploi et des compétences. Il est crucial **de renforcer l'attractivité du secteur, de promouvoir la formation continue des salariés, de favoriser leur fidélisation, et de préserver l'environnement naturel exceptionnel de l'île.**

L'accord-cadre EDEC Tourisme Mayotte 2024-2027 répond à ces enjeux en soutenant des projets qui visent à **structurer durablement la filière touristique.** Il s'agit **d'encourager des actions** permettant

non seulement de répondre aux besoins immédiats en matière d'emploi et de compétences, mais aussi d'assurer une croissance à long terme du secteur.

Cet accord-cadre s'articule avec d'autres initiatives nationales et régionales :

- Destination France : Plan de reconquête et de transformation du tourisme,
- le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation d'Internationalisation (SRDEII),
- le Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs de Mayotte (SRDTL),
- le Contrat de Convergence Territoriale de Mayotte (CCT),
- le Contrat de Plan Régional de la Formation et de l'Orientation Professionnelle de Mayotte (CPRDFOP).

Il s'inscrit également dans la continuité du **Contrat d'Études Prospectives (CEP) dédié au tourisme¹**, en intégrant des **Actions de Développement des Compétences (ADEC)** spécifiquement adaptées aux priorités locales.

Les ADEC ont pour objectifs principaux de :

- **Former** les futurs professionnels du tourisme.
- **Attirer** de nouveaux talents et compétences.
- **Fidéliser** les salariés en renforçant leur engagement et en sécurisant leur parcours professionnel.
- **Préserver et valoriser** l'environnement unique de Mayotte.

Article 3 : Articulation entre l'EDEC tourisme et la mise en place d'un contrat de filière

La mise en place d'un **contrat de filière** rassemblant tous les acteurs concernés par le développement de la filière touristique (État, collectivités, OTI, organisations salariales et patronales, autres représentants de la filière...) permettrait de partager un diagnostic sur les besoins de la filière (investissements, compétences, formation...), d'acter des engagements de ces acteurs, notamment financiers, et de stimuler des dynamiques collaboratives.

Ce contrat de filière aborderait notamment les sujets suivants :

- Financement du développement et de l'**animation du cluster tourisme**, pour favoriser les synergies entre les différents acteurs du secteur.
- Mise en place de nouvelles **offres et structures éducatives et de formation** dédiées au tourisme et aux loisirs, comme un **Campus des métiers et des qualifications**.
- Définition d'une **stratégie de communication commune** permettant la visibilité et la reconnaissance des professionnels du tourisme, à travers la valorisation de la marque du territoire, l'organisation de forums et de conférences mettant en avant les métiers du tourisme, etc.
- Mise en œuvre du **dialogue social** au sein de la filière (évolution du droit conventionnel, anticipation de la convergence sociale, etc.).

Un tel contrat de filière dépasserait le cadre de cet EDEC, mais les actions décrites ci-dessous auraient naturellement vocation à s'inscrire dans les axes du contrat une fois mis en place.

Article 4 : Objectifs de l'accord-cadre, exemples d'ADEC associées

Les objectifs de l'accord-cadre sont regroupés en deux axes : renforcer la filière du tourisme, et renforcer l'offre touristique elle-même.

4.1 Renforcer la filière du tourisme

Objectif 4.1.1 : Structurer la filière

- **Promouvoir une collaboration étroite entre les entreprises, les institutions publiques, et les organismes de formation.**
 - Exemples d'ADEC associées :

¹ CEP signé en 2023 entre l'État, l'AaDTM et la CC Sud de Mayotte.

- ✓ Créer un portail de compétences pour la collaboration entre entreprises, institutions publiques, et organismes de formation, afin de capitaliser sur les outils coconstruits dans le cadre de l'EDEC tourisme (accès à des formations en ligne pour les salariés et les entreprises, suivi administratif et logistique des formations...).
- ✓ Mettre en place des actions d'animation de la mise en œuvre du présent EDEC.
- **Renforcer l'intégration des lieux touristiques dans leur écosystème économique : fournisseurs, clients, partenaires, organismes de formation...**
 - Exemples d'ADEC associées :
 - ✓ Accompagner les entreprises à la mobilisation des acteurs de leur écosystème : renforcer les circuits courts et l'économie circulaire...
 - ✓ Renforcer les liens entre les employeurs du secteur et les structures d'insertion pour favoriser les recrutements.
 - ✓ Encourager les employeurs à recruter des salariés en alternance.

Objectif 4.1.2 : Développer l'attractivité des métiers liés au tourisme, fidéliser les salariés et sécuriser les parcours professionnels

- **Mettre en œuvre des démarches de Qualité de Vie au Travail (QVT) et de Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) adaptées aux petites entreprises pour améliorer l'attractivité et la fidélisation des talents.**
 - Exemples d'ADEC associées :
 - ✓ Concevoir des outils et adapter des démarches QVT/RSE spécifiques aux TPE, en incluant des volets sur la transition écologique et la co-construction de la marque d'entreprise.
- **Sensibiliser les entreprises à l'importance de prévenir les risques professionnels, notamment à travers des expérimentations.**
 - Exemple d'action issue des obligations légales :
 - ✓ Proposer des formations en gestion des risques et en sécurité.
 - Exemples d'ADEC associées :
 - ✓ Dynamiser la participation à la prévention des risques professionnels.
 - ✓ Mener des travaux sur l'ergonomie des postes et les situations de travail.
 - ✓ Étudier les organisations et compétences nécessaires à la sécurisation des sites touristiques.
- **Structurer des parcours emploi/formation pour les actifs, améliorer l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, intégrer l'AFEST pour accompagner les évolutions de carrière.**
 - Exemples d'ADEC associées :
 - ✓ Réaliser des ingénieries de parcours à destination des cadres et équipes de direction en matière de management : délégation de pouvoir, communication positive, gestion des priorités...
 - Exemple de PCRH (Prestation de Conseil en Ressources Humaines) : pour améliorer l'attractivité, la rétention, et la sécurisation des parcours professionnels dans le secteur.
 - ✓ Étudier les besoins en mutualisation des emplois et des qualifications (soutien à la mise en place de groupements d'employeurs).

4.2 Renforcer l'offre touristique

Objectif 4.2.1 : Développer une offre touristique différenciée, notamment écologique

- **Gérer et conserver les espaces naturels, encourager les entreprises à limiter leur impact sur l'environnement.**
 - Exemples d'ADEC associées :
 - ✓ Construire des outils d'autodiagnostic de maturité écologique et des préconisations adaptées aux situations et besoins des entreprises, y compris des indépendants.
 - ✓ Accompagner les entreprises dans les démarches pour obtenir des labels valorisant leur offre différenciée (par ex : écolabel "Entreprises engagées pour la nature (EEN) »), en leur fournissant un soutien adapté à leurs besoins spécifiques.

- ✓ Développer des formations bi-qualifiantes pour les actifs occupés (salariés et indépendants), telles que serveur-biodiversité et restauration-agroécologie, technicité et génie-écologie, ou encore le développement des compétences « trame verte et bleue » pour renforcer l'offre écologique et durable.
- **Concevoir des offres touristiques cohérentes pour mettre en avant les atouts de Mayotte : circuits touristiques verts, scientifiques, culturels, sportifs...**
 - Exemples d'ADEC associée :
 - ✓ Regrouper les acteurs et recenser les compétences, présentes ou à développer, nécessaires à la mise en place de circuits touristiques.
 - ✓ Développer et mettre en œuvre des stratégies de communication concertées, soutenues par des formations en communication pour les acteurs du secteur.
- Objectif 4.2.2 : Améliorer la qualité de service et la productivité
- **Instaurer des formations spécifiques pour améliorer l'accueil et le service au client, avec un accent sur le savoir-être.**
 - Exemple d'ADEC associée :
 - ✓ Proposer des AFEST expérimentales ciblées pour renforcer les compétences de service client et le savoir-être, afin d'améliorer la qualité de service.
- **Proposer des tests de positionnement et des formations pour renforcer les savoirs de base.**
 - Exemple d'ADEC associée :
 - ✓ Mettre en place des tests de positionnement et des actions de formation pour l'acquisition des savoirs de base, contextualisés aux besoins des métiers, incluant le français écrit, oral, et les compétences en calcul.
- **Mobiliser les outils du dialogue social pour améliorer l'efficacité organisationnelle et la productivité.**
 - Exemple de PCRH associée :
 - ✓ Financer des prestations de conseil adaptées au contexte de chaque entreprise, notamment en gestion et organisation du travail, pour améliorer la productivité des entreprises.
 - Exemple d'ADEC associée :
 - ✓ Sensibiliser les entreprises à l'utilisation des outils juridiques et techniques du dialogue social pour optimiser l'organisation du travail.
- **Renforcer les compétences numériques des acteurs du tourisme, en particulier en lien avec les stratégies de positionnement numérique (développement de sites de réservation à titre d'exemple, systèmes de géolocalisation...).**
 - Exemple d'ADEC associée :
 - ✓ Proposer des formations spécifiques pour améliorer les compétences numériques des professionnels du tourisme, en intégrant les approches associées au numérique responsable.

Article 5 : Bénéficiaires de l'accord

Sont éligibles, les professionnels du tourisme, salariés (y compris dirigeants salariés) ou indépendants ; en priorisant les actifs les plus fragilisés dans l'emploi (premiers niveaux de qualification, salariés âgés ou en seconde partie de carrière, actifs présentant des compétences menacées d'obsolescence...), qui nécessitent une augmentation de leur compétence sans toutefois exclure aucun public pouvant rencontrer des difficultés d'adaptation aux évolutions de l'emploi.

Article 6 : Champ d'application

Cet accord s'applique prioritairement aux TPE-PME ayant une activité déclarée (définition communautaire) dans le territoire de Mayotte et leurs salariés ; sans pour autant exclure les grandes

entreprises.

Les taux plafond d'aide dépendent de la nature des bénéficiaires. Il appartient à l'organisme relais (AaDTM) de vérifier l'éligibilité de ces publics aux dispositions de l'accord-cadre.

Article 7 : Modalités de mise en œuvre et de pilotage

Deux niveaux de pilotage sont mis en place, le COPIL et le COTECH.

7.1 Le comité de pilotage de l'accord-cadre (COPIL)

Instance de gouvernance et de concertation, le comité de pilotage se réunit une à deux fois par an.

Il est constitué des représentants des organisations signataires. La liste de ces organisations et la composition du COPIL qui en découle peuvent être modifiées par avenant selon l'article 16 du présent accord-cadre.

Il est chargé de définir la méthodologie de travail et les axes prioritaires d'intervention. À cet égard, il fixe et valide chaque année les actions prioritaires, leurs modalités de mise en œuvre (acteurs, étapes, contenus...) et les critères d'éligibilité. Il assure le suivi (aspects quantitatifs, qualitatifs et financiers) des actions menées et procède à des ajustements si besoin, en fonction des nouveaux dispositifs mis en place par ailleurs.

7.2 Le comité technique de l'accord-cadre (COTECH)

Il se réunit en tant que de besoin et au moins deux fois par an. Son rôle est d'assurer la mise en œuvre et le suivi des actions retenues par le COPIL auquel il rend compte. Il est composé à minima des membres du COPIL. Sur décision du COPIL, il peut être étendu de façon ponctuelle ou récurrente à d'autres membres (organisations, personnalités qualifiées, etc.).

En tant que de besoin, des groupes de travail seront constitués sur des thèmes précis et chargés de conduire certaines ADEC. Pour chacun des groupes, seront définis un animateur du projet, des contributeurs – éventuellement extérieurs aux signataires du présent accord-cadre – et les missions précises.

7.3 Plan d'actions de l'accord-cadre

Les ADEC seront regroupées en un plan d'actions, et explicitées à l'aide de fiches-actions. Ces fiches-actions seront élaborées par le COTECH pour atteindre les objectifs définis, et validées par le COPIL. Les montants alloués à chaque action seront déterminés par le COPIL, sur proposition du COTECH.

Les actions proposées devront s'inscrire dans le cadre des réglementations en cours de l'État et du Conseil Départemental. Les outils disponibles de droit commun de l'État seront également mobilisables, en complémentarité des actions du présent accord, tels que la Prestation de conseil en ressources humaines (PCRH), les démarches de GPEC territoriales ; de même pour tout dispositif équivalent portés par le Conseil Départemental, en évitant toute redondance de moyens apportés à l'entreprise ou aux acteurs.

Les actions seront financées dans le respect des règles d'intervention des différentes parties.

7.4 Mise en œuvre par l'organisme relais

L'AaDTM est désignée organisme relais. L'organisme relais a pour rôle de :

- Organiser les procédures de recours à des prestations externes et contractualiser avec les prestataires retenus (lancement d'appel d'offre, processus de sélection, conventionnement, etc.), vérifier la réalité ainsi que la qualité des prestations réalisées.
- Piloter la réalisation d'un plan d'action et des actions décidées dans l'EDEC.
- Mettre en place des outils de suivi : suivi quantitatif, suivi financier, suivi qualitatif, à partir des critères définis par le COPIL.
- Recueillir et consolider les données auprès des différents acteurs.
- Mettre en œuvre les décisions du COPIL. Rendre compte sur l'avancement des actions au COPIL et au COTECH (notamment l'identité des entreprises et des structures bénéficiaires), en justifiant les écarts avec le plan d'actions.
- Organiser les réunions du COPIL et du COTECH, transmettre les invitations et réaliser les supports

de présentations et les comptes-rendus ; informer les partenaires des décisions prises et de leur déclinaison.

- Animer les actions mises en place dans le cadre de l'EDEC.
- Consolider et rédiger des bilans de réalisation, fournir l'ensemble des justificatifs de dépenses associées :
 - Bilans Intermédiaires,
 - Bilan d'exécution consolidé, sur l'ensemble de la durée de l'accord

Article 8 : Évaluation

Il sera procédé par un tiers, à une évaluation du présent accord et de son plan d'actions à partir de critères définis par le COPIL. Cette évaluation étudiera principalement les conditions de mise en œuvre de l'accord, les résultats obtenus et l'impact des actions réalisées.

Article 9 : Engagement des signataires

Engagement de l'AaDTM :

L'AaDTM est mandaté par l'État pour mettre en œuvre les dispositions de cet accord et en assurer le suivi. Elle assure par ailleurs le portage administratif et financier de l'accord.

L'AaDTM a également pour missions :

- d'informer l'ensemble des entreprises de la mise en œuvre de l'accord cadre et des actions dont elles peuvent bénéficier en lien avec le secteur,
- d'accompagner le pilotage de l'accord,
- de faire des propositions d'ajustements éventuels lors de la déclinaison de l'accord-cadre.

Engagement de l'État :

L'État s'engage à apporter sa contribution financière à la mise en place et à l'exécution des objectifs contenus dans le présent accord et à leur accompagnement, sous réserve du vote des crédits en Loi de Finances, et dans la limite des possibilités énoncées dans la réglementation en vigueur, dans le cadre de la convention financière avec l'organisme relais en annexe 1.

Engagement du Conseil Départemental :

Le Conseil Départemental s'engage à apporter son soutien financier à la mise en place et à l'exécution d'actions de formation correspondant aux objectifs contenus dans le présent accord et à leur accompagnement dans le respect du règlement d'intervention de la collectivité et de l'encadrement communautaire des aides publiques en faveur de la formation des salariés.

Le Conseil Départemental assure avec l'État la coordination des acteurs départementaux.

Engagement d'AKTO :

AKTO s'engage à apporter son soutien financier à la mise en place et à l'exécution d'actions de formation correspondant aux objectifs définis dans les actions du présent accord-cadre.

Article 10 : Dispositions financières

L'esprit de cet accord-cadre est de mutualiser, autour d'un diagnostic partagé et d'objectifs communs, les moyens humains, techniques et financiers des signataires du présent accord.

Le coût total prévisionnel du projet du présent accord sur les trois années est estimé à 570 000 €. Les contributions des signataires sont détaillées dans un budget prévisionnel à l'article 4 de la convention financière en annexe 1.

La part de l'État s'élève à :

- 190 000 € maximum, sous réserve du vote, chaque année par le Parlement des crédits nécessaires ; représentant au maximum 50% du total du projet prévisionnel estimé des coûts éligibles et répartis selon les dépenses éligibles et le montant de l'aide de l'État, tels qu'énoncés dans le point 4 de l'Instruction N° DGEFP/MADEC/2022/43 du 28 janvier 2022 relative aux engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC).
- Si les partenaires n'apportent pas leur contribution financière au plus tard six mois après la signature du présent accord-cadre, telle que définie au budget prévisionnel, l'État émettra un titre de perception afin de ramener sa participation à 50% maximum du montant total du projet.

La part du Conseil Départemental s'élève à :

- 150 000 €.

La part de l'OPCO AKTO s'élève à :

- 190 000 €.

Les fonds gérés par l'AaDTM selon les décisions de son Conseil d'Administration s'élèvent à :

- 40 000 €.

Sous réserve du respect des critères d'éligibilité propres au FSE+ au titre de ses différents objectifs, l'intervention communautaire pourra également être mobilisée sur certaines actions après validation des comités de programmation prévus au titre des procédures liées aux programmes opérationnels.

En cas de réalisation partielle des actions prévues dans la présente convention, réduisant le coût total de l'opération, le montant définitif des contributions sera réduit au prorata des réalisations et des dépenses effectives.

Article 11 : Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel des actions est défini dans la convention financière en annexe 1, article 4.

Article 12 : Procédure de mise en œuvre

L'organisme relais AaDTM assure la responsabilité de la gestion financière des crédits EDEC alloués par l'État, des crédits alloués par le Conseil Départemental et des crédits alloués par l'opérateur de compétences AKTO et transmet l'ensemble des justificatifs des dépenses et ressources à l'État (DEETS) lors des bilans intermédiaires, annuel et du bilan final en fin de l'opération.

L'organisme relais garantit la traçabilité administrative et financière des crédits EDEC.

Le paiement des aides est fondé sur les réalisations effectives, appréciées en fonction des dispositions contractuelles figurant dans le présent accord-cadre et dans la convention financière en annexe 1. La convention financière précise les modalités de versement et de liquidation de l'aide ainsi que les périodes d'éligibilités des dépenses engagées dans le cadre du présent accord-cadre.

Article 13 : Durée de l'accord

Le présent accord-cadre régional est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa signature. Il pourra faire l'objet d'avenants (prorogation notamment).

Article 14 : Composition de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre comporte indissociablement :

- Les 18 articles du présent accord
- annexe 1 : Convention financière

— annexe 2 : RIB de l'organisme relais AADTM

Article 15 : Résiliation

En cas de non-exécution ou de non-respect des obligations prévues, le présent accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires après un préavis de six mois succédant à une mise en demeure de respecter les termes de l'accord.

Ce sera notamment le cas s'il apparaît que les objectifs visés et les moyens mis en œuvre ne correspondent pas à ceux initialement prévus.

Article 16 : Modification - Avenant

Les modifications de cet accord portant sur les contributeurs, la durée, le montant des participations et leur répartition annuelle (au regard respectivement des crédits annuels inscrits dans la Loi de finances pour la participation de l'État et du vote annuel du budget départemental pour la participation du Conseil Départemental) prendront la forme d'avenants au présent accord, après validation par le COPIL.

Article 17 : Règlement amiable

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

Article 18 : Attribution de la juridiction

À défaut de règlement amiable, visé à l'article 17, le tribunal administratif de Mamoudzou sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à Mamoudzou, le XXXX

Le préfet de Mayotte et par délégation le
Directeur de l'Économie, de l'Emploi, du
Travail et des Solidarités de Mayotte,
Monsieur Michel-Henri MATTERA

Le Conseil Départemental de Mayotte,
représenté par son président Monsieur Ben
Issa OUSSENI

L'opérateur de compétences AKTO,
représenté par son Directeur Régional,
monsieur El-Yamine ZAKOUANA

L'organisme relais, AADTM représenté par
le Directeur, Monsieur Michel MADI